

Cote du document: EB 2015/LOT/P.16
Date: 30 juillet 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don au Royaume
du Bhoutan pour le Programme d'amélioration
de l'agriculture commerciale et de la résilience
des moyens d'existence

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lakshmi Moola
Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2359
courriel: l.moola@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	6
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	12

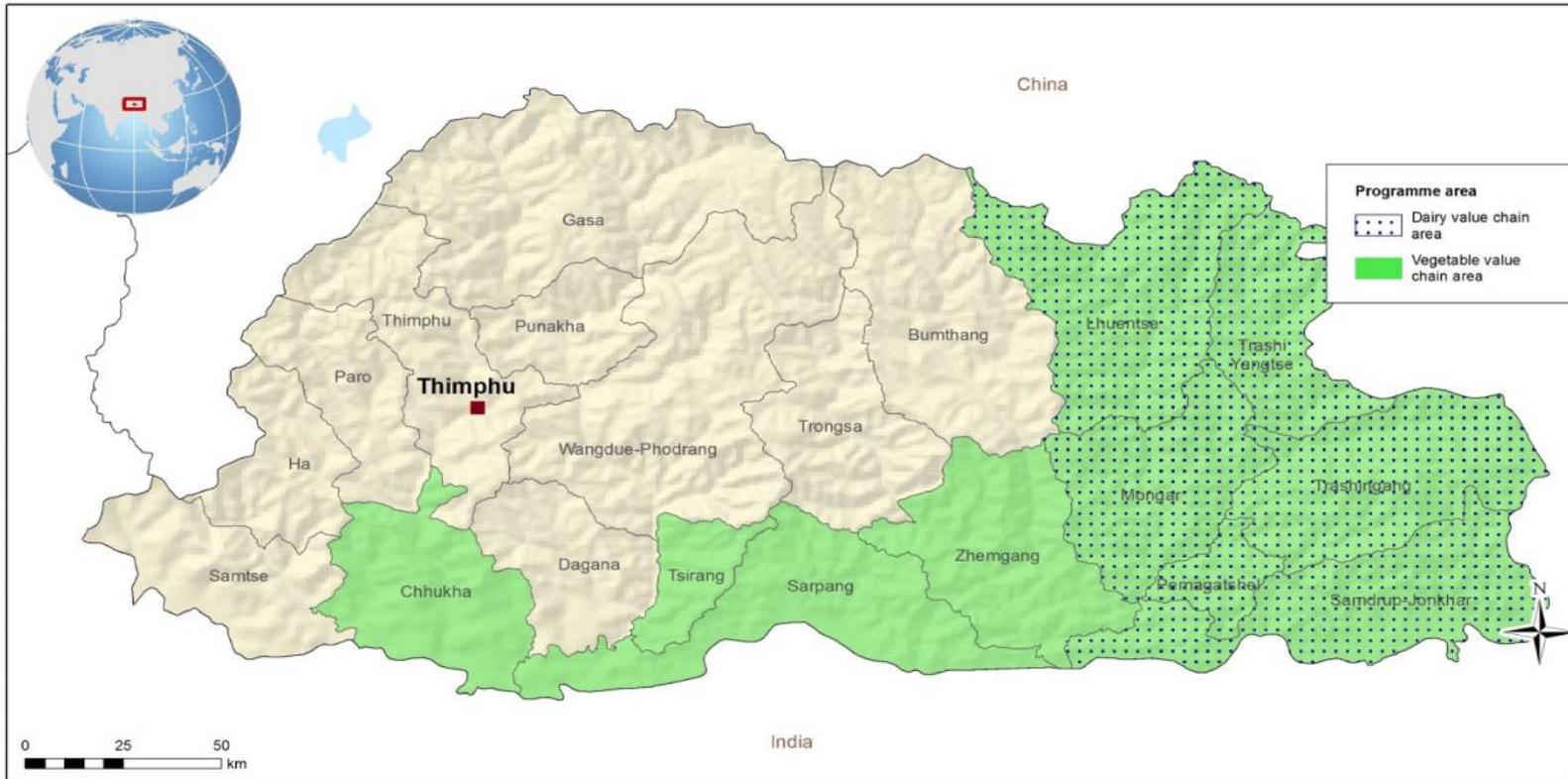
Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
BGP	Bureau de gestion du programme
FCBL	Food Corporation of Bhutan Ltd
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Kingdom of Bhutan

Commercial Agriculture and Resilient Livelihoods Programme

President's report



Source: FIDA – 02/07/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte de la zone du programme

Royaume du Bhoutan

Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Bhoutan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des forêts
Coût total du programme:	31,59 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,89 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,27 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,76 million de DTS (équivalent approximativement à 1,06 million d'USD)
Montant du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):	3,58 millions de DTS (équivalent approximativement à 5,02 millions d'USD)
Déficit de financement¹:	6 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinanceur:	Food Corporation of Bhutan Ltd (FCBL)
Montant du cofinancement:	4,81 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	5,77 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,66 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹ Sous réserve de la sélection du pays et de la disponibilité de fonds additionnels applicables au titre du cycle 2016-2018 ou 2019-2021 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) ou bien du cofinancement.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume du Bhoutan pour le Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de prêt et don au Royaume du Bhoutan pour le Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Situé sur les versants méridionaux de l'Himalaya oriental, le Bhoutan est un pays montagneux fortement boisé, constitué à 70% de forêts et à 10% d'arbustes, et dont 3% seulement des terres sont cultivées. L'altitude varie entre 160 et 7 000 mètres au-dessus du niveau de la mer, et 31% des terres agricoles sont situées sur des pentes abruptes (de plus de 50 degrés).
2. L'économie du Bhoutan a crû en moyenne de 7% par an, avec un PIB par habitant en hausse (de 1 387 USD en 2006 à 2 363 USD en 2013) et un taux de pauvreté en baisse (de 23% en 2007 à 12% en 2012). Bien que 62% environ de la population vive de l'agriculture (principalement de subsistance) (95% des ruraux pauvres sont employés dans le secteur agricole), la part que représente ce secteur dans le PIB réel a chuté de plus de moitié, passant de 25% en 2002 à 12% en 2012. La proportion des dépenses consacrées à l'agriculture a elle aussi diminué, passant de 22,5% en 1982 à 9,8% en 2013.
3. Au Bhoutan, la pauvreté est un phénomène essentiellement rural qui varie selon les régions; ainsi, les zones orientales sont beaucoup plus pauvres que le reste du pays. De nombreux villages sont encore isolés et l'incidence de la pauvreté est d'autant plus forte que l'infrastructure routière est insuffisante et que l'accès aux marchés est limité. Le manque d'accès à la technologie, à des services de développement des entreprises, à des marchés équitables et à des produits financiers adaptés vient freiner les entreprises rurales.
4. Les catastrophes naturelles, une productivité en baisse, l'antagonisme entre l'homme et la faune sauvage, la pénurie de main-d'œuvre agricole, l'insuffisance de l'irrigation et une mauvaise gestion des activités après-récolte figurent parmi les problèmes qui nuisent à la productivité de l'agriculture.
5. De plus, il est prévu que le changement climatique, avec la diminution des ressources en eau, la baisse de la fertilité des sols et l'accroissement de l'incidence des ravageurs et des maladies, aura des répercussions importantes sur la productivité agricole. Vu que le bien-être socioéconomique du pays dépend principalement de l'agriculture et des ressources hydriques et forestières, il est possible que les effets du changement climatique viennent compromettre les efforts de développement.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Dans son onzième plan quinquennal (2013-2018), le Gouvernement bhoutanais accorde la priorité au développement agricole, l'objectif étant: i) de stimuler une production résiliente face au changement climatique; ii) de mettre en place des

systèmes de filières pour les produits maraîchers et les produits laitiers ainsi qu'un système de commercialisation intégré afin de renforcer la viabilité commerciale d'autres produits agricoles; et iii) de favoriser l'établissement de liens institutionnels et la concertation sur les politiques au profit d'une agriculture commerciale.

7. Dans le droit fil de ce plan quinquennal, le présent programme vise le développement de filières stratégiques moyennant des interventions ciblées sur un certain nombre de produits, en tenant compte des priorités gouvernementales et des insuffisances que les projets antérieurs n'ont pas comblées.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Dans un premier temps, le programme sera mis en œuvre dans les six districts les plus dévavorisés de l'est du Bhoutan, à savoir: Lhuentse, Mongar, Pemagatshel, Samdrup Jongkhar, Trashigang et Trashiyangtse. Après l'examen à mi-parcours, la zone d'intervention sera étendue à d'autres districts du centre et du sud-ouest du pays.
9. L'approche retenue aura un caractère inclusif afin que tous les ménages vivant dans les communautés ciblées bénéficient de l'appui fourni dans le cadre du programme. Ainsi, celui-ci permettra à 21 860 ménages répartis dans six districts d'avoir une production agricole durable, et à 7 115 autres ménages de constituer des filières maraîchères et laitières. Au sein des districts retenus, les activités du programme seront mises en œuvre dans des zones choisies sur la base des critères ci-après:
 - i) possibilités effectives de production des produits de base sélectionnés;
 - ii) accessibilité aux routes et aux circuits de commercialisation; et iii) intérêt manifesté par les communautés et les organisations paysannes, et engagement de leur part. La stratégie de ciblage reposera également sur l'intégration des femmes et des jeunes.

B. Objectif de développement du programme

10. Le but du programme est d'accroître durablement les revenus des petits agriculteurs et de réduire la pauvreté moyennant la commercialisation de la production par les ménages ciblés. Son objectif est d'augmenter les bénéfices que tirent les petits agriculteurs d'une production résiliente au changement climatique, tant en termes de cultures que d'élevage, dans le cadre de filières et de systèmes de commercialisation organisés à l'échelle nationale. Le but et l'objectif du programme sont tous deux en harmonie avec la stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par le Bhoutan.

C. Composantes/résultats

11. Les trois principales composantes du programme sont les suivantes: i) production agricole durable induite par le marché; ii) développement de filières et commercialisation; et iii) appui institutionnel et élaboration de politiques. Le programme comprendra également une composante relative à la gestion.
12. Composante 1: production agricole durable induite par le marché. Cette composante vise à accroître durablement la production agricole des ménages ruraux et à renforcer la résilience des systèmes de production agricole aux chocs provoqués par le changement climatique. Elle s'articule autour des trois sous-composantes ci-après:
 - i) Renforcement de la résilience des systèmes de production et diversification de l'agriculture. Dans le cadre de cette sous-composante, il s'agira de favoriser une production agricole et une gestion intégrées moyennant: a) le renforcement des groupements d'agriculteurs existants et la création de nouveaux groupements; b) le renforcement des services de vulgarisation – avec l'application d'un modèle où certains agriculteurs jouent

- le rôle de chefs de file dans ce domaine – et l'élargissement de leur portée;
- c) la fourniture d'intrants agricoles, notamment semences et semis;
- d) l'adoption d'un mode d'irrigation utilisant les ressources en eau de manière efficiente; e) la promotion de systèmes agricoles innovants; et f) la mise en place d'une initiative pilote de renforcement des institutions locales dans une optique d'accroissement de la résilience face au changement climatique.
- ii) Intensification et expansion de la production maraîchère. Afin de garantir une production maraîchère adéquate en termes de volume, de qualité et de délais, le programme vise: a) à développer et intensifier la production maraîchère des ménages ruraux; b) à renforcer les groupements de producteurs maraîchers existants et à favoriser la création de nouveaux groupements; c) à fournir les intrants nécessaires à la production maraîchère; et d) à promouvoir la recherche sur les semences de légumes.
- iii) Intensification et expansion de la production laitière. Afin de garantir une production laitière adéquate en termes de volume et de qualité, le programme vise: a) à renforcer les groupements de petits producteurs laitiers existants et à créer de nouveaux groupements; b) à améliorer les services de vulgarisation dans le domaine de l'élevage; c) à appuyer la production de fourrage et d'aliments pour bétail; d) à fournir les intrants nécessaires à la production laitière; et e) à installer des unités de production de biogaz.
13. Composante 2: développement de filières et commercialisation. Le programme mettra en place des filières et des systèmes de commercialisation des produits maraîchers et laitiers, ce qui permettra aux petits agriculteurs d'accroître leurs revenus en participant à des systèmes commerciaux de production agricole. Les sous-composantes seront au nombre de trois:
- i) Développement de filières maraîchères et laitières résilientes. Le programme appuiera la conception et la mise en place de filières maraîchères et laitières en appuyant la résilience au changement climatique et en renforçant l'aptitude de la Food Corporation of Bhutan Ltd (FCBL) à développer des filières et à concevoir et mettre en œuvre les plans d'activité.
- ii) Renforcement de l'agriculture commerciale et développement des entreprises. Un appui sera fourni en faveur: a) du développement d'entreprises agricoles; b) de l'accès aux services financiers, notamment un fonds pour l'inclusion sociale et un fonds d'appui à la production; et c) de la création de plateformes et de réseaux multipartites.
- iii) Développement d'une infrastructure commerciale impulsée par les communautés. Le programme appuiera la création des infrastructures relatives aux filières au niveau local; les communautés, les groupements d'agriculteurs, les coopératives et les petits entrepreneurs en auront la maîtrise et en assureront la gestion. L'appui fourni comprendra la conception et la construction de l'infrastructure et de l'équipement nécessaires pour les filières maraîchères et laitières.
14. Composante 3: appui institutionnel et élaboration de politiques. Cette composante vise la mise en place d'un environnement institutionnel et politique susceptible de favoriser la collaboration nécessaire pour promouvoir le développement de filières et de systèmes de production résilients au changement climatique et induits par le marché dans le secteur des ressources naturelles renouvelables et, partant, faire face aux difficultés d'ordre structurel liées au développement. Elle s'articulera autour des sous-composantes suivantes:
- i) Renforcement des savoirs sur les filières et les marchés, et communication des informations y relatives. Les savoirs et les meilleures pratiques seront recueillis et documentés sur la base des activités

prises en œuvre dans le cadre du programme, en particulier pour ce qui concerne la résilience au changement climatique et le développement des filières et des marchés, moyennant: a) le renforcement des systèmes d'information sur les marchés; et b) l'élaboration d'un programme pour les instituts de formation dans le domaine des ressources naturelles renouvelables.

- ii) Intégration des enseignements tirés en termes de résilience au changement climatique et de filières dans les politiques agricoles et les stratégies sectorielles. Cette sous-composante englobera:
 - a) l'élaboration de politiques et leur suivi selon une approche participative;
 - b) la fourniture d'un appui au Ministère de l'agriculture et des forêts du Bhoutan au profit de l'intégration de tous ces enseignements dans les politiques agricoles; et c) l'élaboration d'un cadre réglementaire favorable au développement du secteur privé et à l'instauration de partenariats public-privé.

III. Exécution du programme

A. Approche

- 15. Le programme sera mis en œuvre sur sept ans, de 2015 à 2022. L'approche adoptée sera flexible, non contraignante et orientée sur les processus, de manière que les parties prenantes soient à même de déterminer l'ampleur des activités de diversification de l'agriculture et de l'élevage destinées à garantir des moyens d'existence résilients au changement climatique. Les activités d'intensification de la production maraîchère et laitière reposeront sur une approche plus sélective en termes de développement des filières et de commercialisation.

B. Cadre organisationnel

- 16. Responsabilité en termes d'exécution du programme. La responsabilité d'ensemble du programme relèvera du Ministère de l'agriculture et des forêts en sa capacité d'organisme chef de file, en particulier concernant l'obtention des effets 1 et 3 (voir le cadre logique à l'appendice II). Le FCBL sera le partenaire d'exécution chargé de l'obtention de l'effet 2. Le comité national de pilotage et le comité régional d'exécution du programme fourniront des conseils au bureau de gestion du programme (BGP), qui sera responsable de l'obtention de résultats. Un bureau de liaison, placé sous l'égide du BGP, sera établi auprès du secrétariat du Ministère de l'agriculture et des forêts.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

- 17. Planification et suivi-évaluation. Dans le système gouvernemental de planification et de suivi, il sera tenu compte des activités menées au titre du programme. Le BGP mettra en place une unité de suivi-évaluation (S&E) afin de garantir la prise en compte, dans le système de planification et de suivi, de tous les produits, effets et indicateurs de l'impact; il concevra des outils permettant de recueillir, sur le terrain, des données essentielles qui ne figurent pas dans le système de planification et de suivi. Le plan de travail et budget annuel, qui constituera le principal outil de planification, sera utilisé pour examiner les résultats obtenus et l'état d'avancement du programme.
- 18. Apprentissage et gestion des savoirs. Dans le domaine de la gestion des savoirs, une stratégie sera élaborée afin de stimuler la participation à l'élaboration de politiques pour une agriculture et une production laitière résilientes, et d'appuyer la commercialisation. Des dispositifs permettant de renforcer les systèmes d'information sur les marchés et d'élaborer des programmes de formation dans le domaine des ressources naturelles résilientes seront mis en place. Le recours à des outils participatifs et aux savoirs générés par le S&E ainsi que la

création de produits du savoir permettront d'établir une culture solide du partage des savoirs et de l'apprentissage.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. **Gestion financière.** Il ressort de l'évaluation de la gestion financière du programme que les dispositifs mis en place par le Ministère de l'agriculture et des forêts sont adéquats. Vu que le risque fiduciaire est faible, on utilisera les systèmes de gestion des finances publiques du pays, sous réserve de leur conformité avec les directives et procédures du FIDA. Le BGP et le bureau de liaison recruteront du personnel financier qualifié. Les rapports financiers seront établis dans le respect des règles comptables nationales pour la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Les comptes financiers du programme seront tenus à jour avec l'aide d'un logiciel de comptabilité adapté à la production de rapports financiers.
20. **Flux de fonds.** Le FIDA mettra les fonds à la disposition du gouvernement selon les modalités et conditions prévues dans l'accord de financement. Le FIDA versera les fonds destinés au programme sur des comptes désignés ouverts auprès de l'Autorité monétaire royale ou de toute autre banque commerciale agréée par le FIDA. Les comptes désignés seront administrés suivant les modalités du compte d'avances temporaires. Toute avance faite sur le montant du prêt du FIDA devra être dissociée des autres fonds du programme.
21. **Contrôle interne et audit externe.** Des contrôles internes seront mis en place afin de garantir l'efficacité opérationnelle, la fiabilité des informations transmises et le respect des exigences du FIDA. L'Autorité royale d'audit du gouvernement a été chargée de procéder à l'audit de tous les programmes financés par des capitaux étrangers, sur la base des normes établies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les modalités d'audit externe seront établies par l'Autorité royale d'audit.
22. **Coûts de démarrage.** Le total des dépenses encourues au titre du démarrage du programme, après l'entrée en vigueur de l'accord de financement mais avant que ne soient réunies les conditions préalables au retrait, ne devra pas être supérieur à 25 000 DTS.
23. **Passation des marchés relatifs aux biens, travaux et services.** Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le FIDA dans le cadre des composantes 1 et 3 seront passés conformément à la réglementation nationale en la matière (révisée en juin 2014). La passation des marchés relatifs à la composante 2 s'effectuera conformément à la réglementation du FCBL en la matière, sous réserve de sa conformité avec les directives du FIDA dans ce domaine.
24. **Gouvernance.** Un comité national de pilotage du programme fournira des directives susceptibles de faciliter l'exécution et de guider la gestion du programme. Un comité régional d'exécution du programme guidera l'élaboration et la mise en œuvre des plans de travail et budgets annuels au niveau local, régional et des districts. C'est au comité national de pilotage du programme qu'il appartiendra de résoudre tous les problèmes de gestion et tous les différends liés à l'exécution; les questions en suspens pourront être transmises au Ministère de l'agriculture et des forêts. Le programme sera assorti d'une structure de gouvernance comprenant:
 - i) des mécanismes d'audit interne périodique au siège du BGP et auprès des bureaux chargés de l'exécution; ii) des audits annuels indépendants; iii) la vérification du respect des obligations fiduciaires lors des missions de supervision; iv) des évaluations de l'impact indépendantes; v) des systèmes efficaces de gestion des finances publiques et le déploiement d'efforts afin de garantir la transparence moyennant le renforcement des institutions de contrôle; et vi) la participation des communautés à la prise de décisions, à la planification, à l'exécution et au suivi.

E. Supervision

25. Le programme sera directement supervisé par le FIDA. Un examen à mi-parcours sera l'occasion de redéployer les activités du programme et d'élargir leur portée sous réserve de la disponibilité de fonds.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

26. Le coût total du programme est estimé à 31,59 millions d'USD sur sept ans, y compris les imprévus. Les coûts de base s'élèvent au total à 24,18 millions d'USD, et les imprévus pour aléas techniques et financiers représentent respectivement 1,86 million d'USD et 5,55 millions d'USD (respectivement 8% et 23% par rapport au total des coûts de base). Les dépenses d'investissement sont estimées à 26,18 millions d'USD, soit 83% du coût total, et les charges récurrentes à 5,41 millions d'USD, soit 17% du coût total.

Tableau 1

Coûts indicatifs du programme par composante et source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Emprunteur/ bénéficiaire	Prêt FIDA	Déficit de financement*	Don FIDA	Don de l'ASAP	Bénéficiaires	FCBL	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Production agricole durable induite par le marché	4 196,0	4 808,7	4 268,6	399,8	3 024,6	658,8	-	17 356,7
2. Développement de filières et commercialisation	598,5	3 150,1	1 662,3	173,9	1 729,1	-	4 281,0	11 594,9
3. Appui institutionnel et élaboration de politiques	13,6	144,0	65,7	34,0	268,9	-	-	526,1
4. Gestion, coordination et S&E du programme	965,7	170,6	-	452,9	-	-	521,5	2 110,7
Coût total du programme	5 773,8	8 273,4	5 996,6	1 060,6	5 022,6	658,8	4 802,4	31 588,3

* Sous réserve de la sélection du pays et de la disponibilité de fonds additionnels applicables au titre du cycle 2016-2018 ou 2019-2021 du SAFP ou bien du cofinancement.

B. Financement du programme

27. Le programme sera financé grâce à: i) un prêt du FIDA d'environ 8,27 millions d'USD (26,2% du coût total); ii) un don du FIDA d'environ 1,06 million d'USD (3,4% du coût total); iii) un don de l'ASAP d'environ 5,02 millions d'USD (15,9% du coût total); iv) une contribution des bénéficiaires, essentiellement en nature, estimée à 0,66 million d'USD (2,1% du coût total); v) une contribution du gouvernement d'environ 5,77 millions d'USD (18,3% du coût total); vi) un cofinancement octroyé par le FCBL à hauteur de 4,81 millions d'USD, essentiellement moyennant la prise en charge de coûts récurrents (15,2% du coût total); et vii) un déficit de financement d'environ 6 millions d'USD (19% du coût total), sous réserve de la sélection du pays et de la disponibilité de fonds additionnels applicables au titre du cycle 2016-2018 ou 2019-2021 du SAFP ou bien du cofinancement. Le gouvernement prendra en charge les droits et taxes, la majeure partie des charges récurrentes, les dépenses liées au recyclage (conformément au mandat du Ministère de l'agriculture et des forêts) et les intrants nécessaires pour la production laitière.

Tableau 2^a**Coûts indicatifs du programme par catégorie de dépenses et source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Emprunteur/bénéficiaire		Prêt FIDA		Déficit de financement ^b		Don FIDA		Don de l'ASAP		Bénéficiaires		FCBL		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux	580,2	10,0	2 952,1	50,9	2 046,0	35,3	-	-	185,2	3,2	38,6	0,7	-	-	5 802,1
2. Équipement et matériel	675,1	10,0	2 298,5	34,0	2 587,6	38,3	204,4	3,0	90,2	1,3	432,7	6,4	462,3	6,8	6 750,7
3. Véhicules	7,3	10,0	-	-	-	-	65,8	90,0	-	-	-	-	-	-	73,1
4. Biens, services et intrants	1 241,7	34,8	826,4	23,2	727,3	20,4	47,1	1,3	533,4	15,0	187,5	5,3	-	-	3 563,4
5. Consultants	13,2	0,5	761,4	28,7	206,8	7,8	260,3	9,8	1 413,9	53,2	-	-	-	-	2 655,6
6. Ateliers	0,0	-	192,6	34,1	190,5	33,8	166,2	29,5	14,9	2,6	-	-	-	-	564,1
7. Formation	2 238,5	34,7	969,9	15,0	238,3	3,7	215,9	3,3	2 785,0	43,2	-	-	-	-	6 447,6
8. Fonds	-	-	272,7	83,3	-	-	54,5	16,7	-	-	-	-	-	-	327,3
9. Dépenses de fonctionnement	446,7	29,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 091,1	71,0	1 537,8
10. Traitements et indemnités	571,2	14,8	-	-	-	-	46,3	1,2	-	-	-	-	3 249,0	84,0	3 866,5
Coût total du programme	5 773,8	18,3	8 273,4	26,2	5 996,6	19,0	1 060,6	3,4	5 022,6	15,9	658,8	2,1	4 802,4	15,2	31 588,3

^a Les catégories définitives de décaissement seront établies sur la base des procédures du FIDA et comporteront, pour des raisons d'efficacité, un maximum de cinq catégories de dépenses.

^b Sous réserve de la sélection du pays et de la disponibilité de fonds additionnels applicables au titre du cycle 2016-2018 ou 2019-2021 du SAFR ou bien du cofinancement.

C. Résumé des avantages et analyse économique

28. L'analyse menée sur tous les modèles de culture et d'exploitation montre que ceux-ci sont rentables, avec une valeur actuelle nette positive. L'analyse économique du programme, sur la base de modèles financiers et en utilisant les prix du marché, atteste de sa rentabilité, avec une valeur actuelle nette estimée à 404 millions de ngultrum bhoutanais, soit 7,3 millions d'USD, et un taux interne de rentabilité qui s'établit à 16%, avec un taux d'actualisation de 10%.
29. 28 975 ménages tireront du programme des avantages directs.
30. Ceux-ci sont les suivants: i) accroissement de la production maraîchère et laitière; ii) recours accru à des pratiques agricoles durables; iii) renforcement de l'accès à la vulgarisation et à l'information sur les marchés; iv) durabilité des services de vulgarisation; v) accès aux marchés du fait de la consolidation de la production; vi) création d'entreprises; et vii) multiplication des possibilités d'emploi. Parmi les avantages indirects, citons l'amélioration de l'emploi en milieu rural, le renforcement de la résilience au changement climatique et l'amélioration de la nutrition des ménages.

D. Durabilité

31. Nombreuses sont les caractéristiques du programme destinées à promouvoir sa durabilité à long terme. La sélection d'un nombre limité de filières permet de concentrer l'appui à la production dans un domaine précis et de l'adapter aux besoins des filières en termes de planification, permettant ainsi la création d'autres filières. Grâce à la planification et à la mise en œuvre du programme au niveau villageois, on favorisera l'appropriation des activités par les communautés ciblées, notamment s'agissant des investissements en faveur de la création de groupements chargés du fonctionnement et de l'entretien des actifs communs. Des liens seront instaurés entre la production, la commercialisation et la création d'entreprises afin de promouvoir la répartition des avantages entre les agriculteurs et le secteur privé. On renforcera le sentiment d'appropriation et la responsabilisation des agriculteurs vis-à-vis du programme afin de favoriser les services induits par la demande. Enfin, le programme renforcera les institutions de base et leurs services d'appui.

E. Identification et atténuation des risques

32. Le principal risque dérive de l'insuffisance des capacités du partenaire d'exécution – le FCBL – en matière de développement de filières et d'entreprises, et d'établissement de partenariats public-privé. Pour atténuer ce risque, des ressources additionnelles ont été allouées pour l'élaboration d'une stratégie, le renforcement des capacités et la fourniture d'une assistance technique ciblée. Le renforcement de la résilience au changement climatique constituera un enjeu important, tant au niveau des exploitations et des communautés qu'au sein des filières, où les risques, les intérêts et les valeurs varient; le succès dépendra de la mise en œuvre d'actions conjointes sur la base d'une connaissance des dynamiques interdépendantes. Pour atténuer ce risque, on a prévu de renforcer l'adoption de pratiques agricoles et de gestion des exploitations intelligentes face au climat moyennant la fourniture d'une assistance technique ciblée.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

33. Le programme est en harmonie avec les politiques et stratégies du FIDA en matière de ciblage, d'égalité entre les sexes, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et de savoirs et d'innovation. En termes d'impact sur l'environnement, le programme est classé dans la catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

34. Le programme s'inscrit dans le droit fil du onzième plan quinquennal du gouvernement (2013-2018). Il contribuera en particulier à étendre la fourniture de services agricoles aux populations isolées et vulnérables, et à renforcer la résilience des petits agriculteurs au changement et aux chocs climatiques. Le Ministère de l'agriculture et des forêts a mis en place une stratégie de développement de l'agriculture induite par le marché afin de faciliter le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale; les activités réalisées dans le cadre du programme vont dans le sens de cette stratégie.
35. Dans une optique d'efficacité et afin d'éviter toute superposition d'activités parmi les parties prenantes gouvernementales, on recherchera des complémentarités entre les partenaires. Des synergies avec le Programme alimentaire mondial et la Banque mondiale ont déjà été identifiées.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

36. Le programme contribuera à promouvoir les innovations suivantes: i) un modèle de développement agricole où certains agriculteurs jouent le rôle de chefs de file; ii) des modèles de services de santé animale; iii) une plateforme agricole en ligne; iv) des approches de permaculture; et v) l'instauration de liens entre le développement de marchés agricoles à petite échelle et le système des Bourses de marchandises en place dans le pays. Même si toutes ces innovations ont déjà été introduites, leur mise en œuvre intégrée dans le cadre du présent programme est novatrice au Bhoutan. Par ailleurs, c'est la première fois que des efforts destinés à renforcer les capacités des institutions au niveau local, dans une optique d'amélioration de la vulgarisation et de la durabilité, sont déployés au Bhoutan de manière intégrée, en collaboration avec les réseaux de services gouvernementaux. Le couplage innovation technique/élaboration de nouveaux modèles constitue une innovation importante au Bhoutan.
37. Durant la deuxième phase, la zone d'intervention sera élargie à des districts situés dans le centre-sud et le sud-ouest du pays, dans des zones à fort potentiel productif et commercial pour des filières maraîchères, où 1 500 ménages, soit 7 500 personnes, bénéficieront des avantages directs générés par le programme.

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Le programme facilitera les liaisons avec le gouvernement et la concertation sur les politiques, au profit d'une agriculture plus commerciale. Dans cette optique, les questions relatives aux ressources naturelles renouvelables seront abordées en termes d'institutions et de politiques, afin de mettre en place des institutions agricoles solides et des politiques appropriées susceptibles de favoriser des pratiques agricoles et commerciales améliorées et viables.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement entre le Royaume du Bhoutan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
40. Le Royaume du Bhoutan est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalent à cinq millions huit cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (5 890 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un don d'un montant équivalent à sept cent soixante mille droits de tirage spéciaux (760 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un don de l'ASAP d'un montant équivalent à trois millions cinq cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (3 580 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Commercial Agriculture and Resilient Livelihoods Enhancement Programme (CARLEP)"

(Negotiations concluded on 14 July 2015)

IFAD Loan Number: _____

Don du FIDA n°: _____

ASAP Trust Grant Number: _____

Programme Title: Commercial Agriculture and Resilient Livelihoods Enhancement Programme (the "Programme")

The Kingdom of Bhutan (the "Borrower/Recipient")

et

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

et

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund (the "ASAP Trust")

(each a "Party" and collectively the "Parties")

Whereas the Executive Board of the Fund, at its 105th Session, approved the establishment of an Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust");

Whereas IFAD has agreed to extend a loan (the "IFAD Loan") and a grant (the "IFAD Grant") to the Borrower/Recipient for the purposes of financing the Programme, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

Whereas, on the basis of the above and other considerations, the ASAP Trust has agreed to extend a grant (the "ASAP Trust Grant") to the Borrower/Recipient for the purposes of increasing the financing in respect of the Programme, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

Whereas the commitment of the ASAP Trust Grant is subject to availability of funds in the ASAP Trust;

Now Therefore, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide the IFAD Loan and IFAD Grant and the ASAP Trust shall provide the ASAP Trust Grant to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

• Section B:

1. A. The amount of the IFAD Loan is five million eight hundred and ninety thousand Special Drawing Rights (SDR 5 890 000).

B. The amount of the IFAD Grant is seven hundred sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 760 000).

C. The amount of the ASAP Trust Grant is three million five hundred and eighty thousand Special Drawing Rights (SDR 3 580 000).

2. The IFAD Loan is granted on blend terms as defined in paragraph 15(a)(iii) of the Policies and Criteria for IFAD Financing dated 14 February 2013.

3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October of each year in the Loan Service Payment Currency.

6. Designated Accounts.

(a) There shall be an IFAD Loan Designated Account, an IFAD Grant Designated Account and an ASAP Trust Grant Designated Account for the purposes of receiving the proceeds of the IFAD Loan, IFAD Grant and ASAP Trust Grant respectively and financing the Programme.

(b) Designated Accounts shall be opened in the central bank of the Borrower/Recipient (the Royal Monetary Authority of Bhutan), denominated in USD and on terms and conditions satisfactory to the Fund, including but not limited to appropriate protection against set off, seizure or attachment. The Designated Accounts shall be operated by the Department of Public Accounts (the "DPA") of the Ministry of Finance (the "MoF") of the Borrower/Recipient or any other competent department authorized by the MoF.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing in an approximate amount of five million and seven hundred thousand US dollars (USD 5 700 000) to finance, inter alia, taxes associated with the Programme implementation and a part of recurrent costs and re-training expenditures, awareness on marketing groups, technical assistance on strengthening of existing marketing and cooperative capacity development packages, and provision of dairy production inputs such as for cross-breed cattle. The co-financing of the Food Corporation of Bhutan Ltd. (the "FCBL") shall be made in an amount of four million and eight hundred thousand US dollars (USD 4 800 000) mainly for the recurrent costs.

- Section C:

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forests (the "MoAF") of the Borrower/Recipient.
2. The following is designated as an additional Programme Party: the FCBL.
3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

- Section D:

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

- Section E:

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the National Programme Steering Committee (the "NPSC") and/or the Office of Programme Management (the "OPM") as referred to in Schedule 1 hereto, including but not limited to modification of the membership composition, dissolution and merger, and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The OPM shall have been duly established and staffed;
 - (b) The Fund's no-objection to the Programme Implementation Manual (the "PIM") as referred to in Schedule 1 hereto shall have been obtained;
 - (c) The Designated Accounts shall have been duly opened and authorized signatories therefor been received by the Fund; and
 - (d) The subsidiary agreement between the MoAF and the FCBL as referred to in Schedule 1 hereto shall have entered into force.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Director General
Department of Public Accounts
Ministère des finances
Thimphu, Bhutan

Pour le Fonds:

Le Président
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie

For the ASAP Trust:

President of the International Fund for Agricultural
Development in its capacity as Trustee of the
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
Trust Fund
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and the ASAP Trust and one (1) for the Borrower/Recipient.

Royaume du Bhoutan

[insert name and title]

Fonds international de développement agricole

Kanayo F. Nwanze
Le Président

Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

Kanayo F. Nwanze
President of the International Fund for Agricultural
Development in its capacity as Trustee of the
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
Trust Fund

Annexe 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The Programme shall work with approximately twenty-one thousand eight hundred and sixty (21 860) households in six (6) dzongkhags (Lhuentse, Mongar, Pemagatshel, Samdrup Jongkhar, Trashigang and Trashiyangtse (the "Programme Area")) to build sustainable agriculture production and additional approximately seven thousand one hundred and fifteen (7 115) households to build the vegetable and dairy value chains. The target population shall also focus on inclusion of women and youth. Upon the recommendations of the Mid-term Review as defined below in paragraph 13, the Programme Area may be expanded to include central and west-southern districts.

2. Objectif global: The goal of the Programme is to sustainably increase smallholder producers' incomes and reduce poverty through commercialization of production by Programme households.

3. Objectif. The objective of the Programme is increased returns to smallholder farmers through climate resilient production of crops and livestock products in nationally organized value chains and marketing systems.

4. Composantes. The Programme consists of four (4) Components: (i) Market-led sustainable agricultural production; (ii) Value chain development and marketing; (iii) Institutional support and policy development; and (iv) Programme management.

4.1. Composante 1: Market-led Sustainable Agricultural Production. The objective of the Component is to bring about sustainable increase in agricultural production by rural households and enhanced resilience of agricultural production systems to climate induced changes/shocks. It consists of three (3) sub-components:

- (i) Increased production resilience and diversification in agriculture. This sub-component shall promote integrated agriculture production and management through: (a) strengthening existing farmers' groups and establishing new groups; (b) strengthening extension services including lead farmers outreach model and increasing their outreach; (c) supporting agricultural inputs, including seeds and seedlings; (d) water-use efficient irrigation development; (e) agricultural systems innovations; and (f) pilot on strengthening local institutions for increased climate resilience.
- (ii) Intensification et expansion de la production maraîchère. To establish adequate volume of acceptable quality and planned and timely production, the Programme shall support the following activities: (a) expanding and intensifying vegetable production by rural households; (b) strengthening existing vegetable producers' groups and promoting and capacitating new groups; (c) providing vegetable production inputs; and (d) vegetable seed research and production.
- (iii) Intensification et expansion de la production laitière. To ensure adequate volumes and quality standards of milk are produced by smallholder dairy farmers, the Programme shall support: (a) strengthening existing smallholder dairy farmer groups and establishing new groups; (b) improving service outreach for livestock; (c) support for fodder and feed production; (d) providing dairy production inputs; and (e) installing bio-gas units.

4.2. Composante 2: Value Chain Development and Marketing. This Component aims to ensure that by instituting organized/structured value chain and marketing systems for vegetable and dairy products, the Programme contributes to increased incomes for smallholder farmers from participation in commercial farm production, through three (3) sub-components:

- (i) Development of resilient vegetable and dairy value chains. The Programme shall support the entire process of design and implementation of vegetable and dairy value chains, including issues of climate resilience, and development of FCBL capacity to effectively carry out the value chain development programme as well as its present responsibilities through (a) strengthening FCBL capacity for value chain development; and (b) value chain and business plan design and implementation.
- (ii) Strengthening agricultural commercialization and enterprise development. This sub-component shall provide support to: (a) agriculture enterprise development; (b) the facilitation of access to finance, including through a social inclusion fund and production support fund; and (c) the development of multi-stakeholder platforms and networks.
- (iii) Development of community driven market infrastructure. This sub-component shall support the creation of value chain infrastructure at the local community level, to be owned and managed by communities, farmers' groups/cooperatives or small entrepreneurs. Support shall include design, construction and supply of necessary infrastructure and equipment for the vegetable and dairy value chains.

4.3. Composante 3: Institutional Support and Policy Development. This Component aims to build an institutional and policy environment that fosters collaboration and partnerships which are necessary for climate resilience, market-led production and value chain development in the renewable natural resources (the "RNR") sectors and for addressing the prevailing structural development constraints. The sub-components are:

- (i) Strengthened value chain and marketing knowledge and communication. This sub-component shall capture and document knowledge and good practice from Programme implementation, especially related to climate resilience, value chain and market development through: (a) strengthening market information systems; and (b) developing the curriculum of RNR training and education institutes.
- (ii) Intégration des enseignements tirés en termes de résilience au changement climatique et de filières dans les politiques agricoles et les stratégies sectorielles. Activities under this sub-component shall be supported through: (a) a participatory policy development and monitoring approach; (b) support to MoAF in agricultural policy mainstreaming; and (c) the development of a conducive regulatory framework for private sector development and Public Private Partnership (the "PPP").

4.4. Composante 4: Programme Management.

II. Modalités de mise en œuvre

5. Lead Programme Agency. The MoAF of the Borrower/Recipient, in its capacity as Lead Programme Agency, shall take overall responsibility for the Programme. It shall

provide policy guidance, required technical staff for implementation from its pool of civil servants and technical backstopping through its line departments and field agencies.

6. NPSC. The NPSC shall meet at least half-yearly (and/or quarterly as needed) and shall provide policy directives to facilitate implementation at the field level and give guidance to the Programme management. The NPSC shall also review and endorse the Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) and serve as platform for discussion and resolution of issues. Secretary, MoAF shall chair the NPSC. Other NPSC members shall include, inter alia, Chief Executive Officer or nominee of the FCBL; Director General, Agriculture; Director General, Livestock; Director, Department of Agriculture Marketing and Cooperatives; Director, or nominee of Gross National Happiness Commission; Chief Planning Officer, MoAF; Director General, DPA of the MoF; and representatives from collaborating development partners and civil society organizations. The National Programme Director (the "NPD") of the Programme, as defined below, shall be the Member-Secretary of the NPSC.

7. Regional Programme Implementation Committee (the "RPIC"). The MoAF shall establish the RPIC for the Programme. The RPIC shall steer synchronization of the AWPBs and implementation at geog, dzongkhag and regional level to enable combining of some dzongkhag level activities and sharing experiences for possible replication in other areas. The RPIC shall be composed of the Dzongdas of the Programme dzongkhags, two nominated Gups representing geog level implementation, representatives from FCBL and Department of Agriculture Marketing and Cooperatives (the "DAMC")/Regional Agriculture Marketing and Cooperatives (the "RAMCO"), Regional Directors of various MoAF agencies and representatives from collaborating development agencies.

8. OPM and NPD. The overall responsibility for the day-to-day Programme implementation shall rest with the OPM under the leadership of the NPD. The OPM shall be located in the Programme Area. The OPM shall function as a separate unit under the direct administrative control of Secretary, MoAF for the Programme Implementation Period. A Liaison Office, under the direction of the OPM, shall be established in the MoAF Secretariat within the Policy and Planning Division at Thimphu. The OPM shall be led by the NPD, a senior officer from MoAF with service grade preferably close to or one step lower to Dzongdas. The full time Managers/Officers of the OPM, located at the OPM, shall be from different departments or agencies of the MoAF. The appointment and removal of the NPD and other senior professional staff (particularly the finance personnel) shall be made through transparent process and with prior concurrence of the Fund.

8.1. Main Responsibilities of the OPM. The responsibilities of the OPM shall include, inter alia: the Programme start-up and other IFAD requirements such as Annual Results and Impact Management System (RIMS) Report, baseline and impact surveys, Annual Outcome Surveys, AWPBs, Annual Progress Reports, Statements of Expenditure, Withdrawal Applications and Audit. The OPM shall take the overall responsibility for coordination of Programme planning, implementation, progress monitoring, knowledge generation, funds allocation and disbursements to implementing agencies and reporting results to Government of the Borrower/Recipient and the Fund, in addition to knowledge sharing and learning with key Programme partners.

9. Geog and Dzongkhag Administrations. The geog administrations are the grassroots level implementing entities. Field activities shall be planned, coordinated, implemented and supervised with full involvement of the Geog Tshogde, Gup, Geog Administrative Officer, geog Extension Agents and Tshogpas, with close support and dzongkhag level coordination guidance from District Officers, particularly District Agriculture Officers, District Livestock Officers and District Engineers. Geogs shall therefore take the lead in close coordination with dzongkhag sector staff in, inter alia, (a) identification of most suitable activities and sites (village or farmers groups) for Programme investment; (b) inputs/preparation for district level AWPBs; (c) management of inputs supply including supervision of implementation and progress of activities, technical backstopping

and training of geog staff; (d) progress monitoring including data collection and data validation to feed into the OPM monitoring & evaluation systems; (e) working closely with other district officers such as District Planning Officer, Finance Officer and other entities; and (f) contribution to the knowledge management functions of the Programme through documentation of good practices and capturing lessons learned.

10. The District Planning Officers (the "DPOs"). The DPOs shall assist sector staff in preparing dzongkhag level AWPBs and progress reports and will work closely with the relevant OPM unit in the operation and entry of data relating to Programme activities in the district level Planning and Monitoring System (the "PLaMS"). The District Finance Officers shall manage the Dzongkhag Programme Letter of Credit Accounts and prepare the required financial reports in close collaboration with the Geog Administrative Officer and submit to the OPM.

11. FCBL. The FCBL shall be the implementing partner for Component 2, responsible for achieving Programme results specifically under this Component, as well as for supporting the overall Programme results. The FCBL Value Chain and Marketing Manager shall be delegated the responsibility by the Chief Executive Officer (the "CEO") of FCBL to implement the Programme. The Value Chain and Marketing Manager, based at the OPM, shall coordinate with the FCBL CEO on Programme implementation and Component 2 management issues, while as part of the OPM team, shall also closely coordinate with and report administratively to the NPD. A subsidiary agreement shall be concluded between the MoAF and the FCBL in order for the latter to lead the overall value chain strategy development and market infrastructure planning and design, as well as engage in planning at geog and dzongkhag level to give advice on production targeting, quality and volumes and market infrastructure development.

12. PIM. The OPM shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit it for approval to the NPSC. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the OPM to the Fund. The PIM shall include detailed rules and procedures on, inter alia:

- (i) qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Programme Parties including, *inter alia*, the recruitment of professional staff of the OPM, consultants and service providers;
- (ii) budgeting, expenditure approvals and overall accounting and reporting framework;
- (iii) financial controls, stringent asset management controls, thorough internal and external audit function, detailed mechanisms for reporting of fraud and corruption and related management actions as per the Fund's policies and rules;
- (iv) procurement; and
- (v) monitoring and evaluation.

The PIM may be amended from time to time only with the prior consent of the Fund.

13. Mid-Term Review (the "MTR"). An MTR shall be conducted, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the Programme and make recommendations and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Lead Programme Agency and the Fund.

Annexe 2

Allocation Table

1. Allocation of IFAD Loan, IFAD Grant and the ASAP Trust Grant Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan, the IFAD Grant and the ASAP Trust Grant and the allocation of the amounts of the IFAD Loan, the IFAD Grant and the ASAP Trust Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Catégorie	IFAD Loan Amount Allocated (SDR)	IFAD Grant Amount Allocated (SDR)	ASAP Trust Grant Amount Allocated (SDR)	Pourcentage
I. Works,	1 890 000,00		120 000,00	100% net of taxes and beneficiaries' contributions
II. Goods, Services and Inputs	2 000 000,00	210 000,00	400 000,00	100% net of taxes and other contributions
III. Formation	1 230 000,00	370 000,00	2 700 000,00	100% net of taxes and Government contributions
IV: Grants and Subsidies	180 000,00	40 000,00	-	100% net of taxes
V. Operating costs		70 000,00		100% net of taxes and other contributions
Non alloué	590 000,00	70 000,00	360 000,00	
Total	5 890 000,00	760 000,00	3 580 000,00	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" under Category I of the IFAD Loan shall mean eligible expenditures incurred related to works under Component 1 and Component 2 except for farm level water and rainwater harvesting infrastructure under Component 1, which shall be financed 100% of total costs net of taxes and beneficiaries' contributions by the Loan.

"Works" under Category I of the ASAP Trust Grant shall mean eligible expenditures incurred related to farm level water and rainwater harvesting infrastructure under Component 1, which shall be financed 100% of total costs net of taxes and beneficiaries' contributions by the ASAP Trust Grant.

"Goods, Services and Inputs" under Category II of the IFAD Loan shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) cross-breed cattle under Component 1, up to 66% of which shall be financed by the IFAD Loan, and the remaining by the Borrower/Recipient and/or other entities;

- (ii) all other equipment, material except for cross breed cattle under Component 1 will be financed by the IFAD Loan 100% net of taxes and beneficiaries' contributions; and
- (iii) equipment, material under Component 2 and 3, which shall be financed 100% by the IFAD Loan net of taxes.

"Goods, Services and Inputs" under Category II of the IFAD Grant shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) vehicles, equipment, good, services and inputs under Component 4, which shall be financed 100% net of taxes by the IFAD Grant; and
- (ii) motorcycles, hand-held tables, software and soil test kits under Component 1, which shall be financed 100% net of taxes by the IFAD Grant.

"Goods, Services and Inputs" under Category II of the ASAP Trust Grant shall mean eligible expenditures incurred related to seed and seedlings, tools for permaculture, nursery set up and biogas digester under Component 1, which shall be financed 100% net of taxes by the ASAP Trust Grant.

"Training" under Category III of the IFAD Loan shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) training on farm record keeping under Component 1;
- (ii) all training, workshops and technical assistance services except for those financed by the ASAP Trust Grant, IFAD Grant and Government under Component 2;
- (iii) technical assistance on strengthening of DAMC market information system and curriculum development of RNR training and education under Component 3; and
- (iv) technical assistance on baseline impact studies and annual outcome surveys.

"Training" under Category III of the IFAD Grant shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) training on tablet based soil monitoring technology and clean milk production, training to water users associations and consultancy service for updating of Operation and Maintenance (O&M) models for irrigations and farm roads and development of training and extension material under Component 1;
- (ii) formation of dairy marketing groups, development of training packages for agriculture and identification entrepreneurs, and development to business plans for three (3) window shops under Component 2;
- (iii) consultancy services related to development of a regulatory framework for PPP under Component 3; and
- (iv) training, workshops and consultancy services except for baseline impact studies and annual outcome survey under Component 4.

"Training" under Category III of the ASAP Trust Grant shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) all training, consultancy services and workshops except for those financed by the IFAD Loan, IFAD Grant and Government under Component 1; and
- (ii) national/external technical assistance, training on formation of vegetable marketing groups, cooperatives and entrepreneurs, and marketing and value chain under Component 2.

"Grants and Subsidies" under Category IV of the IFAD Loan shall mean eligible expenditures incurred related to production support fund under Component 2, which shall be financed 100% net of the taxes from the IFAD Loan.

“Grants and Subsidies” under Category IV of the IFAD Grant shall mean eligible expenditures incurred related to social inclusion fund under Component 2, which shall be financed 100% from the IFAD Grant.

“Operating Costs” under Category V of the IFAD Grant shall mean eligible expenditures incurred related to salaries and allowance for a Monitoring and Evaluation (M&E) officer, an accountant and a support officer at the OPM under Component 4, which shall be financed 100% of the total cost net of taxes by the IFAD Grant.

2. Start-up Costs. In accordance with Section 4.02 of the General Conditions, withdrawals from the IFAD Grant in respect of expenditures for start-up costs of the Programme (including, inter alia, installation of accounting software for FCBL and training) incurred after the entry into force of the Financing Agreement and before the satisfaction of the conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of twenty-five thousand Special Drawing Rights (SDR 25 000).

Cadre logique

Narrative Summary	Indicateurs clés de performance	Means of Verification	Hypothèses
Objectif global:			
Sustainably increase smallholder producers' incomes and reduce poverty through commercialization of production within programme households.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 000 direct beneficiary HH in vegetable and dairy value chains report at least 25% increase in HH asset and income, as compared to baseline (disaggregated by HHs-head gender) ▪ 15% reduction in the prevalence of child malnutrition, as compared to baseline 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IFAD's Results and Impact Management System (RIMS) and baseline surveys ▪ Programme M&E 	No major socio-economic slow down, or natural disasters Increasing support for collaboration between different Agencies, civil society and private sector to develop value chains Continued MoAF support for innovative approaches Agricultural approaches and technologies primarily remain profitable Programme investments are realized as designed
Development Objective: Increased returns to smallholder farmers through climate resilient production of crops and livestock in nationally organized value chains and marketing systems.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 30% increase in production of vegetables and dairy products ▪ 20,000 HH in vulnerable areas with increased water availability for agriculture production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquête de référence ▪ Sector studies ▪ Technical agencies' reports and studies ▪ Research and academic studies ▪ Programme M&E 	
Composante 1: Market-led sustainable agricultural production			
Résultat 1 Community-based Resilient Agricultural Production has sustainably increased	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 6 000 HH adopt sustainable agricultural practices ▪ Of which 4 500 direct beneficiary HH of the new vegetable groups, and 450 direct beneficiary HH of the new dairy groups have on average 15% increase in production 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme M&E reports ▪ Contracted studies ▪ RIMS and benchmark ▪ Scientific and conference papers 	Collaboration between Government Agencies/staff and non-state service providers is successful Royal Government of Bhutan (RGoB) complementary financing and supportive annual block grants (dzongkhags) is allocated and utilised
Produit 1,1: Increased Production Resilience, Diversification and Innovation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 23 000 (of which 50% are women) smallholder HH supported in coping with the effects of climate change with sustainable land management practices 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Base line studies ▪ Programme progress reports ▪ Line agencies' reports 	RGoB earmarked funding (including other donors) of agricultural inputs and capacity development of farmer groups is allocated and utilised as per programme design Capacity of Government Agencies/staff and non-state service providers is adequate to achieve results as per programme design.
Produit 1,2: Vegetable Production Intensified and Expanded	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 300 new vegetable farmer groups (4 500 HH) established and functional; minimum 60% female members 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Base line studies ▪ Programme progress reports ▪ Line agencies' reports 	Voir ci-dessus
Produit 1,3: Dairy Production Intensified and Expanded	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 150 Smallholder Dairy Farmer Groups (450 HH) established and functional, with minimum 50% female members 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Base line studies ▪ Programme progress reports ▪ Line agencies' reports 	Voir ci-dessus
Composante 2: Value chain development and marketing			
Résultat 2 Increased smallholder income from Crop and Livestock Value	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 70% of the agricultural enterprises established have a positive outlook on their profitability and sustainability 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme M&E reports ▪ RIMS and benchmark ▪ Line agencies' reports 	As above under Component 1 Willingness for collaboration between Government Agencies/staff, FCBL and non-state actors, including

Narrative Summary	Indicateurs clés de performance	Means of Verification	Hypothèses
Chains		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sector studies and reports ▪ Farmer satisfaction surveys 	small entrepreneurs and businesses, to develop and manage value chains and market infrastructure
Produit 2,1: Resilient Vegetable and Dairy Value Chains developed	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 65 geogs have developed climate resilient vegetable and dairy production, marketing, and infrastructure management plans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme progress reports ▪ Sector reports and studies 	FCBL has adequate financial allocations to develop its own capacity next to programme support Geogs are willing to develop more holistic (value chain based) geog plans for dairy and vegetables to guide programme investments and strengthen local institutions for climate resilience
Produit 2,2: Agricultural Commercialization and Enterprise Development strengthened	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 115 marketing groups established or revitalized and functional within programme value chains ▪ 200 agriculture enterprises (including cooperatives) established and strengthened as part of value chain development 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme progress reports ▪ Sector reports and studies 	As above Adequate number of interested and able entrepreneurs come forward to establish businesses Access to finance for small rural agricultural entrepreneurs is adequately facilitated
Produit 2,3: Community-driven Strategic Market Infrastructure developed	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vegetable and dairy value chain processing and marketing infrastructure designed and constructed in 10 dzongkhags 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme progress reports ▪ Sector reports and studies 	Complementary financing from RGoB and FCBL will be provided as earmarked
Composante 3: Institutional Support and Policy Development			
Résultat 3 Strengthened Agricultural Institutions and Policies for Improved and Resilient Agricultural and Marketing Practices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 70% of VC stakeholders report the use of market information in investment decision-making 60% of VC stakeholders report satisfaction with the policy and regulatory framework as providing a fair distribution of incentives, costs, benefits, and risks. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme M&E reports ▪ Line agencies', Department of Agriculture Marketing and Cooperatives (DAMC), FCBL and Business Opportunity and Information Centre (DAMC) reports ▪ Sector studies and reports ▪ Programme survey 	MoAF will pro-actively implement the 11 th FYP strategy for enabling private sector engagement and participation within the process of commercialisation of agricultural development
Produit 3,1: Strengthened value chain and marketing knowledge and communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Market Information System MoAF/DAMC providing relevant (real-time) information to farmers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme M&E reports ▪ Line agencies', DAMC, FCBL and BOIC reports ▪ Sector studies and reports 	Adequate technical and process support is provided to develop the models and approaches on the ground, to access learning and to document good practice (presently a weak part of IFAD projects)
Produit 3,2: Climate change resilience and value chain development lessons mainstreamed in agricultural policies and sector strategies	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enhanced engineering norms for building climate resilient irrigation systems ▪ Vegetable and dairy development policies enhanced based on multi-stakeholder consultation processes and programme lessons (resilience, value chain and marketing) ▪ Regulatory framework for private sector development and PPP in agriculture sector developed 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme M&E reports ▪ Line agencies' reports ▪ Sector studies and reports ▪ Policy documents ▪ Regulatory framework document for private sector and PPP 	Dialogue and collaboration between Government Agencies/staff and external stakeholders is successful and generates meaningful lessons and insights for policy development.